



Comité Technique Académique

13 décembre 2021

Déclaration de la CGT

Malgré la situation sociale, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre la réforme de l'assurance chômage qui fera des ravages parmi les plus précaires. Pendant ce temps, le CAC 40 se porte bien et établit des records ! Tout va bien pour les actionnaires ! Les salarié-es font le constat de la dégradation de leur pouvoir d'achat. Après des années de gel du point d'indice, la question des salaires devient brûlante. Afin de compenser l'inflation, le SMIC a augmenté de 2,2% au 1^{er} octobre. C'est une conséquence mécanique prévue par le code du travail. Mais rien n'est prévu pour le dégel du point d'indice. Notre ministère ne conçoit les augmentations que sous forme indemnitaire ou en heures supplémentaires et alors que la valeur du point est gelée depuis 10 ans. La CGT éducation mettra toute son énergie pour construire avec les salarié-es les mobilisations nécessaires.

Les multiples changements des règles sanitaires face à une reprise épidémique dans le pays, indiquent une nouvelle fois les tâtonnements et les approximations dont font preuve le gouvernement et le ministère de l'Éducation nationale. La nouvelle procédure, extension de l'expérimentation menée dans dix départements depuis quelques mois, n'a pas montré son efficacité pour freiner la contamination mais « améliore » seulement les chiffres de fermetures de classes. Elle génère surtout une nouvelle dégradation des conditions de travail des personnels enseignants qui se voient dans l'obligation de jongler dans la mise en place du protocole et le maintien des apprentissages dans des bonnes conditions. Elle entraîne inmanquablement une surcharge de travail et un stress supplémentaire et parfois des tensions avec les familles. Pédagogiquement, elle est également très problématique et inégalitaire puisque les élèves reviennent au compte-goutte après les résultats de leur test. De plus, elle fait croire aux familles que les classes ne fermeront plus (ce qui est faux) et que les personnels pourraient assurer un enseignement mixte (distanciel/présentiel), ce qui est impossible et que nous refusons. Après 18 mois de gestion chaotique de la crise sanitaire, les personnels sont épuisés de ces changements incessants. La CGT demande toujours un plan d'urgence permettant de recruter immédiatement et massivement des personnels afin de généraliser les dédoublements, d'organiser le remplacement des personnels absents pour éviter les brassages et améliorer le suivi de tous les élèves. Nos élèves ont besoin d'enseignant-es mais aussi de personnels de santé, de personnels sociaux, de CPE, d'AED, et d'AESH, d'autant plus dans la période de crise sanitaire et sociale majeure que nous vivons mais que subissent de plein fouet les familles et les élèves. Ces mesures concrètes seront indéniablement efficaces à court et moyen termes pour le bien-être au travail de tous les personnels et l'enseignement dispensé aux élèves et agiront sur le climat scolaire.

Sur l'objet principal de ce GT, à partir des documents du GT, à la rentrée 2022, le solde des créations/suppressions dans les classes d'entrants pré-bac sera négatif de 200 places, suppressions de places dont les conséquences se feront sentir sur plusieurs années... Pour rendre attractive la voie pro, nous avons des propositions ! Depuis de nombreuses années, nous portons la revendication d'une politique académique de promotion de la voie professionnelle sous statut scolaire. À l'heure actuelle, il y a une forte promotion institutionnelle de l'apprentissage et les équipes seules se déplacent dans les collèges pour présenter les formations et promouvoir la voie scolaire. Cela passe par une véritable politique de communication et de valorisation de la formation sous statut scolaire avec prise en charge institutionnelle.

Dans les facteurs qui pénalisent la voie pro scolaire, il y a le contexte sanitaire, les portes-ouvertes qui n'ont pas pu se tenir sous leurs formes habituelles. Mais il y a aussi les effets de la réforme. Par exemple, la mise en place des familles de métier complexifie l'orientation pour les familles et les équipes des collèges, elle génère une nouvelle phase d'orientation subie pour les élèves en fin de 2nd Bac Pro. La présentation par 2nde Famille de métier rend illisible l'implantation géographique des formations... alors que c'est un facteur important dans l'orientation.

Par ailleurs, ce dispositif qui réduit d'une année la spécialisation et entraîne une nouvelle réduction du temps de formation professionnelle, s'applique uniquement pour les élèves de la voie scolaire et n'est pas obligatoire dans les formations en apprentissage. Il fragilise l'insertion des élèves de la voie scolaire, c'est un avantage supplémentaire accordé à l'apprentissage.

Toujours sur le genre, les familles de métier renforcent les concentrations de genre. Dans la famille « Beauté bien être » qui bloque les garçons qui pouvaient faire coiffure, mais qu'on ne trouvera pas en esthétique. A l'inverse, dans la famille des métiers du numérique et de la transition énergétique, le SEN était plus mixte que le TISEC ou le TMSEC. En AGORA (ex-GA), après 2 années de ralentissement les suppressions s'accroissent à nouveau. Il va y avoir 227 places de moins en 2nde GA : où iront les filles qui sont majoritaires dans cette filière ? Quels avantages pour les élèves de passer de GA vers des formations d'Accueil ? En termes d'insertion, la solution passe par une amélioration des possibilités de poursuites d'études en tertiaire. Les classes dites « passerelles » qui accueillaient, stockaient des élèves sans solutions ne nous satisfaisaient pas. Nous notons la légère inflexion évoquée durant le GT, cependant nous demandons toujours de vraies classes BTS passerelles, avec une 1^{ère} année d'adaptation pour limiter le décrochage en 1^{ère} année et permettre la réussite des élèves de la voie pro en BTS.

A la CGT, nous voulons permettre une réelle diversité des parcours dans la voie scolaire. Pour cela, il faut développer des passerelles du CAP vers la 1^{ère} Bac Pro ; de la 2nd GT vers la 1^{ère} Bac Pro. Au-delà de la question des places qui peuvent être réservées, il s'agit de faciliter le rattrapage du niveau requis, et des moyens spécifiques doivent être fléchés en termes d'heures pour permettre le travail en groupe. Toujours pour permettre des parcours diversifiés, la demande d'implantation de Bac pro en EREA, avec des effectifs adaptés, comme la demande de SEN portée par l'EREA de Garches nous semble positive.

La CGT revendique l'égalité de dignité des 3 voies du lycée. Les transferts de formations et d'élèves de la voie professionnelle ne doivent plus être la variable d'ajustement face à la hausse démographique. La CGT soutient donc les personnels du lycée Pierre Mendès-France de Ris-Orangis en grève aujourd'hui.